

Terre, Monde Solidaire

Équipe locale du CCFD Terre Solidaire
L'Hay, Chevilly, Fresnes, Rungis

Adresse : 11 Avenue Aristide Briand
94240 L'Hay les Roses



Bulletin de Décembre 2018

Edito : La **COP 24**, nom raccourci de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) se tiendra à Katowice, dans le sud de la Pologne, du lundi 3 Déc, au Vendredi 14 Déc. Inutile de rappeler son importance. L'Accord de Paris, acté lors de la **COP21** à Paris en 2015, ne définit que les principaux éléments de la nouvelle gouvernance internationale pour le climat. Les pays signataires en négocient les modalités de mise en œuvre depuis la **COP22** organisée à Marrakech en 2016. Ils se sont engagés à finaliser la définition des règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris pour la **COP24** de 2018, et d'importantes avancées ont été enregistrées à Bonn durant la **COP23**.

Même si les engagements pris à Paris n'ont pas entièrement été tenus, même si les USA s'en sont retirés (provisoirement car Trump ne sera pas éternel, et qu'un rapport demandé par le Sénat américain aux scientifiques du pays conclut à un effet catastrophique sur l'économie du pays), le fait de se réunir tous les ans maintient la pression et permet de faire le point. Souhaitons ardemment que des engagements précis et respectés soient pris.

Bonne chance à la Terre !

Alain Léger

Sommaire

- Repenser le Développement p. 2
- Le niébé, un haricot au coeur de la bataille pour ... p. 5
- Pour mieux connaître TMS et son équipe p. 8

Repenser le développement

Le 13 Octobre dernier, l'Assemblée Régionale du CCFD Terre Solidaire Ile de France s'est tenue à Paris. Tous les bénévoles du CCFD Terre Solidaire des 8 diocèses d'Ile de France étaient invités, pour, durant une journée, réfléchir et élaborer ensemble des pistes pour mieux porter les missions du CCFD Terre Solidaire dans leurs propres diocèses et équipes locales.

La matinée a été consacrée au grand chantier « Repenser le développement » dans lequel se lance le CCFD Terre Solidaire, en préparation du futur rapport d'orientation 2021 – 2027.

Il apparaît en effet de plus en plus clair que, dans un monde où nous prenons conscience de l'aspect limité des ressources de notre planète, la notion de développement a besoin d'être redéfinie, en inventant de nouveaux chemins (économiques et autres), pour que tous les habitants du monde puissent vivre dignement et déployer leurs capacités dans tous les aspects de ce qui constitue leur humanité.

Pour aider à lancer cette réflexion au niveau de la Région Ile de France, l'équipe d'animation régionale avait demandé à Gus Massiah de nous rappeler brièvement l'histoire de la notion de développement, puis d'ébaucher quelques pistes importantes (à son avis) pour redéfinir et actualiser ce concept.

Gustave Massiah, dit « **Gus** », est une des personnalités centrales du [mouvement altermondialiste](#). Ingénieur et économiste, né en 1938, cet ancien professeur à l'[École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette](#) a écrit plusieurs ouvrages sur l'[urbanisme](#) et le [développement](#). Il a été président du CRID ([Centre de recherche et d'information pour le développement](#)), qui coordonne une cinquantaine d'associations d'aide au développement et de soutien aux luttes des pays du Sud, regroupées pour leur vision partagée de la solidarité internationale reposant sur le partenariat et l'éducation au développement. Gus a été vice-président de [Attac-France](#) de 2003 à 2006. Il est toujours

membre du Conseil scientifique de Attac-France et membre du Conseil international du [Forum social mondial](#).

Voici un bref résumé de l'intervention de Gus Massiah.

En introduction voici ce que nous dit Gus: « oui, il est nécessaire de repenser le concept de développement. On parle de développement pour définir les changements d'une société vers une société meilleure. Nous sommes dans une période de changement radical de la pensée. Il y a besoins de repenser le terme de développement pour repenser la solidarité internationale, dans le monde tel qu'il est et non tel qu'on le rêve. Il y va de notre manière de penser le monde, et celui des générations à venir. Après une brève évocation de l'histoire du terme « développement », je préciserai ce qui est neuf et appelle cette réflexion, et je ferai 10 propositions de pistes de réflexion. Je ne donnerai pas de réponses toutes faites ».

L'histoire du concept de développement :

1) Du 19eme siècle aux années 60-80 :

Le terme « développement » est relativement récent. Il apparaît au 19^{ème} siècle, d'abord comme contraire « d'enveloppement » et recouvre alors l'idée de s'ouvrir à l'extérieur au lieu de se refermer sur soi. Il est lié à la question de comment évolue une société. Le développement, devient progressivement le changement, le progrès de la société. L'économie politique est la discipline qui permet ces réflexions et qui se développe face aux nouvelles formes d'organisation des sociétés, avec l'industrialisation et l'apparition du capitalisme. Plusieurs écoles de pensée s'emparent de la question.

- L'école classique, autour de Adam SMITH (1723 – 1790).

- L'école néo-classique, qui introduit une étude des rapports entre production, consommation et investissement, à travers la notion de

marché, et pointe l'importance de l'économie de marché.

- L'école marxiste, qui pose un regard critique sur la notion d'économie de marché et pointe l'importance des classes sociales et des contradictions inhérentes à l'organisation de la société.

Vers les années 30, on entre dans une période de bouleversement : crise de 29, entre deux guerres mondiales, montée du fascisme, renouvellement de la pensée économique, vers le Keynésianisme et le Fordisme, qui pilotent la manière de penser l'économie politique et la manière d'organiser les sociétés jusqu'aux années 80. On va ensuite vers le néo-libéralisme actuel. Ces écoles de pensée ont des formulations mathématiques, Avec des paramètres que l'on peut quantifier, la production, l'investissement, et qui permettent de dégager les notions de croissance et de progrès.

2) Comment le concept de développement évolue dans les années récentes, et se biaise :

La décolonisation produit une rupture culturelle et une rupture dans l'organisation du monde. Elle est portée par une idée nouvelle : chaque peuple peut participer à son histoire et à l'histoire de l'humanité. Avant, on pensait que seules les civilisations dites avancées pouvaient, avaient le droit de conduire le monde. Il existe des peuples, et pas seulement des individus et des classes sociales, et ces peuples ont vocation à s'autodéterminer.

C'est une révolution, car on est dans un monde qui s'est organisé via la colonisation d'une grande partie du monde. Les peuples se sont toujours battus pour avoir moins de domination, mais à la fin de la première guerre mondiale, les peuples se battent pour se libérer, s'autodéterminer. Un grand nombre de ces luttes se traduisent par une victoire.

La première période de cette décolonisation se caractérise par l'indépendance des états (l'Inde en 1947, mais avant en Amérique Latine et avant encore aux États Unis). Avec cette décolonisation, l'idée de développement prend une nouvelle forme : celle de rattrapage.

Ceci est théorisé. En pensée néo-libérale, on pense que toutes les sociétés évoluent de la même manière, en passant par cinq étapes de croissance économique : sociétés traditionnelles figées ; condition préalable au décollage économique : l'acceptation de la notion de progrès ; le décollage économique, lié à l'investissement et caractérisé par la croissance économique ; la maturité, caractérisée par une production de masse, puis l'étape de production et consommation de masse. Ces notions servent de base de pensée à la Banque Mondiale. En pensée marxiste, on pense aussi que toutes les sociétés évoluent de la même manière avec des étapes qui sont identifiées différemment. Dans les deux cas, il y a un chemin proposé : les pays décolonisés sont au point 2. Il leur faut de la patience. En leur permettant d'investir, ils vont rattraper les pays plus avancés (notion de sous-développement). Il faut les aider. C'est l'époque de la naissance du CCFD Terre Solidaire (1961). Cette notion est à la fois acceptée et contestée par les nouveaux états.

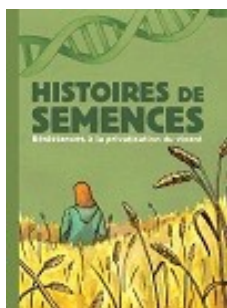
En 1953 apparaît une nouvelle proposition, à la conférence de Bandung des pays non-alignés : l'idée de développement est reprise et, en même temps, acceptée et niée : « on est sous développé parce qu'on a été colonisé ». De nouvelles représentations apparaissent : sous-développement devient tiers monde (« Je propose d'appeler Tiers Monde et non pas pays pauvres et non pas pays non alignés... les états qui sont privés de parole politique » dit Alfred Sauvy, avec une référence au Tiers-État. L'idée de développement est gardée, et caractérise des sociétés qui deviennent plus riches.

Dans les années 60-70, les milieux de la solidarité internationale sont traversés par ces courants, tiers-mondistes et anti-impérialistes, qui entrent en débat. Les tiers-mondistes (dont le CCFD Terre Solidaire) sont plutôt pour des actions locales favorisant le développement paysan. Les anti-impérialistes privilégient l'approche politique, étatique.

Dans les années 70, un nouveau courant apparaît avec les humanitaires, qui répondent à l'urgence. Cela permettra une alliance entre

tiers-mondistes et anti-impérialistes, qui donnera naissance au CRID.

Dans les Années 79-80, on entre dans une nouvelle étape : le néo-libéralisme. Les revendications fortes des nouveaux états entraînent les crises pétrolières de 73 et 77. Le néo-libéralisme répond par une conception du développement s'appuyant sur la pensée de Milton Friedman : laisser faire le marché et réduire le rôle des états, par l'ajustement structurel : chaque société s'ajuste au marché mondial. Il faut arrêter l'interdiction d'investir là où on veut et développer marchandisation, privatisation et financiarisation. C'est le fondement de la notion de développement actuelle. Mais qui passe par la crise de 2008, des guerres, la crise de la dette... La résistance se traduit par le mouvement alter mondialiste qui s'engage dans la lutte contre la dette. Après la chute du mur de Berlin, on passe d'un monde à deux blocs à un monde à un bloc, ce qui renforce l'idée que le développement, c'est encore mieux adapter les ajustements structurels, se passer des Nations Unies, et mettre en place des organisations mondiales permettant la financiarisation. Le mouvement altermondialiste évolue alors lui aussi, en réclamant de ne pas subordonner le droit international au droit des affaires.



La crise financière de 2008 va marquer le passage vers une nouvelle période. On prend conscience de la crise écologique, qui pose la question de l'organisation des sociétés de façon radicalement nouvelle (même si envisager les

conséquences des ressources

finies de la planète avaient été abordé auparavant par le Club de Rome). C'est fondamental. Fernand Braudel dit : « l'organisation du monde est entrée en contradiction avec l'écosystème planétaire, pour la première fois dans l'humanité ». C'est un changement radical de philosophie. Avant, on avait une idée du temps infini, et de la croissance infinie. Aujourd'hui, on est face à des choses à faire immédiatement, et qui engagent la responsabilité de toute l'espèce

humaine. Il est donc nécessaire de réfléchir complètement, à nouveaux frais, à la notion de développement : qu'est-ce que le progrès, quels fondements à la science, ... ? Penser le développement c'est relever le défi de penser à la fois que nous sommes dans un monde fini et penser les relations homme/ environnement, avec des idées nouvelles comme le bien commun, le « « buen vivir, le changement des formes de démocratie, ...

Quelques pistes à explorer :

- Prendre conscience du changement de paradigme engendré par l'écologie, révolution philosophique dans le rapport entre l'espèce humaine et la Nature
- Approfondir la réflexion sur le changement des sociétés. La complexité des transitions. Il y a le temps long, et il y a les périodes de rupture : comment les lier. La révolution devient une étape dans un temps long. La transition, : on passe d'une société à i-une autre avec des ruptures et des continuités. Recherche ces ruptures à l'œuvre, et ces continuités. Rechercher dans nos sociétés quelles alternatives existent déjà, et les pousser, les appuyer. Le droit des femmes, l'écologie, le numérique, la décolonisation, les migrations.
- Se situer dans une perspective stratégique, situer la réponse à l'urgence dans la nécessité d'une transformation structurelle. Qui peut le faire ? Les mouvements sociaux, les mouvements paysans, ouvriers, les femmes... en visant l'égalité. Il faut retrouver l'idée d'une stratégie qui oriente, uni des initiatives éparses. Reconstruire le politique, avec méfiance vis à vis des élites politiques. Repenser la notion de délégation.
- S'attaquer à l'urgence en renforçant les résistances, c'est à dire le refus de la pauvreté, des inégalités, des discriminations, des répressions, des guerres.
- Rendre visibles les alternatives, les nouveaux projets de société, avec pour fondement aux alternatives à retenir, le respect des droits fondamentaux (appui : déclaration Universelle des droits humains, Nations Unies, 17 objectifs du développement durable comme alternative à un monde dominé par la finance)

- Partir de la situation dans laquelle on est et de ses contradictions. Lutter contre l'hégémonie culturelle qui cherche à imposer un monde inégal. Dans les années 2011, on était en période de « révolution ». Actuellement, on est plutôt dans une période de contre-révolution, avec la montée des pensées xénophobes, racistes, sécuritaires. Savoir que les contre révolutions n'annulent

jamais les révolutions, car ces dernières changent les personnes et les sociétés sur le temps long.

- Réinventer la solidarité internationale à partir des défis des nouvelles situations. Interroger les concepts et les pratiques des mouvements de solidarité.

Liliane Léger

L'équipe animatrice a travaillé depuis plus d'un an sur l'agro-écologie paysanne en Afrique sub-saharienne. Vous trouverez ci-dessous un extrait d'un document du site du CCFD-Terre Solidaire (du 06.09.2018) qui décrit bien ce qui nous semble souhaitable

Le niébé, un haricot au coeur de la bataille pour les semences paysannes

Le niébé est un haricot très populaire en Afrique de l'Ouest, et particulièrement nutritif. Pour le promouvoir et le protéger, l'AOPP*, une fédération d'organisations paysannes maliennes appuyée par le CCFD-Terre Solidaire, a monté toute une filière paysanne.

Alors que Monsanto promeut désormais un niébé BT, l'organisation se bat pour défendre des semences locales de haricot naturellement adaptées à leur environnement.

*Association des Organisations Professionnelles Paysannes

Après avoir œuvré pendant **dix ans** au développement de la filière niébé, l'AOPP s'oriente depuis 2014 vers des **pratiques agroécologiques**. La promotion des **semences paysannes** est au cœur de cette stratégie.



Une famille productrice de haricot



Au Mali **N'tyo Traoré** est chargé de programme souveraineté alimentaire à l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP), qui représente **280**

organisations paysannes maliennes de tout niveau.

Pourquoi promouvoir la culture du haricot niébé ?

N'tyo Traoré : Tout d'abord parce que ce **haricot typique** de nos régions est un excellent aliment. C'est une **source de protéines** d'accès facile quand tout le monde ne peut pas se payer de la viande.



Cartoons extraits de la BD de la Confédération paysanne : "histoire de semences" (p.4)

Il pousse facilement et sans grandes exigences, il se conserve bien, et tout le monde l'aime !

Mais son rôle dépasse de loin le seul cadre nutritif : le niébé est une **pièce maîtresse de la culture malienne**, un vrai ciment de la société ! C'est le **plat de fête** indispensable à toute cérémonie, on se réconcilie après un conflit autour d'une assiette de niébé, il marque l'honneur dû aux défunts lors de funérailles.

Comment faites-vous pour améliorer la filière du niébé ?

N'Tyo Traoré : Nous avons appuyé la **formation de producteurs de semences** paysannes du haricot niébé, à la fois pour leur utilisation domestique et pour la commercialisation. Car les semences du marché, dites « *améliorées* » et certifiées

ne sont très souvent que du tout-venant, non conformes aux caractéristiques annoncées : taux de germination très faible, variété ne correspondant pas à l'étiquette, etc.

Nous avons également développé et popularisé des **techniques de conservation** du niébé, **naturelles** et dépourvues de toxicité. Des bidons de 20 litres sont garnis de feuilles de plantes répulsives pour les insectes prédateurs. Cela préserve la récolte de niébé et les semences d'une campagne agricole à l'autre.

Nous avons **priviliégié une variété rustique**, le *korobalé*. Dans un premier temps, pour la campagne 2015-2016, nous l'avons faite certifier officiellement. 24 producteurs ont pu vendre une partie de leurs semences aux paysans. Cela a créé un petit engouement et d'autres producteurs nous ont rejoints. La diffusion a été facilitée par la **coutume** qui veut que les agriculteurs s'échangent gracieusement des semences.

Pourquoi avez-vous finalement décidé de ne pas demander la certification officielle pour vos semences ?

N'Tyo Traoré : Parce que la certification officielle a une durée limitée dans le temps,

Parce que la certification est particulièrement **coûteuse**. L'économie

réalisée sur le coût de la certification a permis de doter nos trente producteurs de semences de fumure organique et de traitements naturels pour les plants.

Parce que la certification se **restreint** à des variétés qui ne donnent pas égale satisfaction sur toutes les zones. Ainsi le korobalé est moins productif qu'ailleurs dans la région de Kayes, très chaude et peu pluvieuse. Le kérékalan, par exemple, est mieux adapté. Mais il n'est pas certifié, car il s'agit d'une variété dite « *population* », c'est-à-dire purement paysanne, présentant un certain degré de variabilité dans ses caractéristiques.

Comment obtenir une reconnaissance des semences paysannes ?

Nous avons développé une stratégie de reconnaissance et d'identification de chaque semence « *population* » du pays, en établissant leur **carte d'identité**. Pour le niébé bien sûr, mais aussi pour des céréales et des légumes.

Nous avons lancé une initiative, avec les plus importantes organisations travaillant dans le domaine de l'agriculture, pour créer notre propre référentiel : SNP, Semence « *norme paysanne* ». (projets/afrique/mali/au-mali-les-semences-5692)

75% des semences cultivées au Mali sont issues de l'agriculture paysanne

Nous souhaitons faire **enlever les restrictions à la commercialisation** des semences paysannes qui ne sont pas certifiées. C'est un grand débat actuel dans les milieux paysans, et pas seulement au Mali.

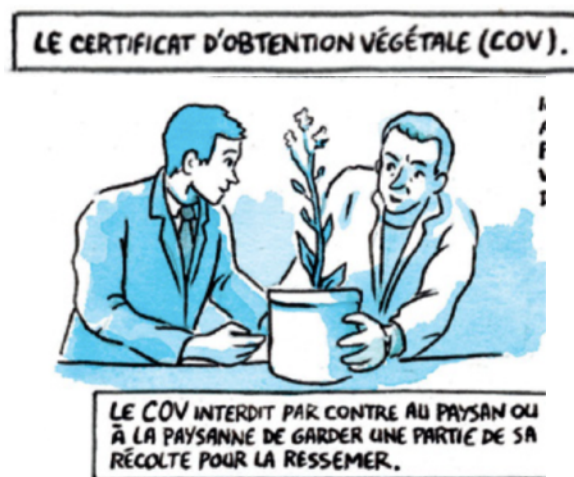
L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (**FAO**) appuie une évolution des législations dans notre sens, et nous faisons pression auprès des

parlementaires et des autorités pour une **reconnaissance des semences paysannes à l'égal des variétés certifiées**.

Notre philosophie : il faut que les paysans aient confiance dans leur production semencière, afin de ne pas tomber entre les mains « *d'agro-dealers* » qui vont les séduire avec des semences pas chères mais vraiment douteuses.

L'AOPP est à la pointe de ce mouvement au Mali aujourd'hui. Mais il faut bien s'entendre, car le terme d'agro-écologie commence à être galvaudé : on voit des industriels s'en prévaloir au seul titre d'être passés à des micro-doses « *intelligentes* » d'engrais ou de pesticides. Nous voulons couper court à tout cela. Pour nous, **l'agro-écologie ne saurait être autre que paysanne** et « *zéro chimie* ».

Pour en savoir plus sur les semences paysannes, lire aussi la bande dessinée : histoire de semences, résistance à la privatisation du vivant

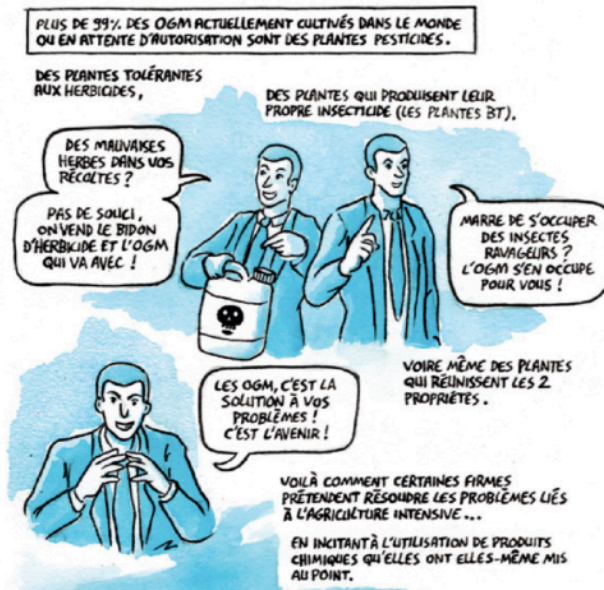


Cartoons extraits de la BD de la Confédération paysanne : "histoire de semences" (p.4)

http://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/cs/documents/BD_format_web_26-03-18.pdf

Sélection faite par A. Léger

LES OGM



Cartoons extraits de la BD de la
Confédération paysanne : "histoire de

POUR MIEUX CONNAITRE TMS ET SON ÉQUIPE.

Vous souhaitez mieux nous connaître, participer à une réunion de notre équipe : voici les informations qui peuvent vous être utiles :

En général, nos réunions ont lieu chaque premier jeudi du mois à partir de 20h15, soit

- à L'HAY LES ROSES : Le Moutier, 11 avenue Aristide Briand, soit
- à CHEVILLY LARUE : 3 rue Jaume (à côté de l'Église Sainte Colombe).

En début d'année, nous choisissons un thème de réflexion auquel nous consacrons à chaque rencontre 30 à 45 minutes de temps pour commenter les textes choisis. Pour l'année 2017-2018, nous nous pencherons sur un document du CCFD : « **comprendre le partenariat au CCFD-Terre Solidaire** ».

Pour plus de renseignements, vous pouvez aussi contacter un membre de notre équipe :

Edith AVOCAT, de Fresnes : courriel : avocat.edith@orange.fr -

François BIGO, de Rungis: courriel : fbigo@wanadoo.fr

Christine COLSON, de Cachan : courriel : christine.f.colson@wanadoo.fr

Liliane et Alain LEGER, de L'HAY LES ROSES : courriel : alain.leger@ias.u-psud.fr

Michel METHAIS, de Fresnes : courriel : mm.methais@gmail.com

Cyril MUSILA, de VILLEJUIF : courriel : cyr.musila@gmail.com

Josée MUKENDI, de CHEVILLY LARUE : courriel : josee.mukendi@free.fr

AGENDA 2019

10 janvier : à l'Hay	4 avril : à Chevilly	4 juillet : à l'Hay
7 février : à Chevilly	9 mai : à l'Hay	
14 mars : à l'Hay	6 juin : à Chevilly	